

# COMMUNE DE PLUHERLIN

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 08 AVRIL 2014

L'an deux mil quatorze, le huit avril, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de PLUHERLIN dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur DANILET René, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Date de la Convocation du Conseil Municipal : 31 mars 2014

**PRESENTS** : MM. DANILET René, BURBAN Bernard, Mme BEGO Anne, MM. GALUDEC Jean Pierre, POSSEME Gildas Mme LOYER Roselyne, M. RICHARD Michel, Mmes HOUEIX Marie Thérèse, MAGRE Brigitte, TELLIER Nathalie, M. ROUSSEAU Serge, Mme GUILLET Isabelle, MM. DUFRAICHE Vincent, HAUROGNE Ludovic, Mme LUCAS Sabrina.

**ABSENTS EXCUSES** : Néant.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M. DUFRAICHE Vincent.

**COMPTE RENDU PUBLIE LE** : le 11 avril 2014.

### ***2014-04-09 : DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL – SIGNATURE DES DROITS DE PREEMPTION URBAIN***

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que le Code de l'Urbanisme (partie législative, livre II) fixe des délais impératifs particulièrement brefs à l'exercice du droit de préemption pour la commune dans les zones « U » et « AU ». Compte tenu de la consultation du service des Domaines, ces délais risquent de se trouver encore abrégés et l'examen par le Conseil Municipal de l'intérêt d'une préemption d'un immeuble situé dans les zones « U » et « AU » doit suivre dans le laps de temps qui reste. Mais il est difficile au Maire de réunir le Conseil Municipal aussi souvent qu'il le juge utile, pour chaque déclaration d'intention d'aliénation exprimée par le propriétaire d'un tel immeuble.

Or, l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal, la possibilité de déléguer au Maire l'exercice au nom de la Commune du droit de préemption à l'intérieur des zones « U » et « AU ». Cette possibilité permettra, en l'espèce, à celui-ci de préempter ou non, dès réception de l'avis des Domaines.

Le Conseil Municipal,  
Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,  
Vu les articles L.210-1 et L.213-17 du Code de l'Urbanisme ;  
Vu l'article L.2122-22 15° du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Décide, à l'unanimité,

De donner personnellement à Monsieur le Maire délégation du droit de préemption :

- sur les zones urbaines classées « U »
- sur les zones à urbaniser « AU » suivantes : 1AU et 2AU

Pour toutes les aliénations susceptibles d'intervenir dans ladite zone

Cette délégation est consentie en outre sous les réserves suivantes :

- elle est limitée à la durée du mandat du Maire.
- il pourra y être mis fin à tout moment par délibération du Conseil Municipal.
- elle ne pourra être exercée par Monsieur le Maire à l'égard des immeubles dont celui-ci serait propriétaire ou aurait pris ou reçu soit ouvertement, soit par interposition de personnes, quel qu'intérêt que ce soit.
- Monsieur le Maire devra rendre compte, à chaque réunion obligatoire du Conseil Municipal, des opérations qu'il aura conclues en exécution de ladite délégation.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215601717-20140408-20140409-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 11/04/2014  
Publication : 11/04/2014

**Pour copie conforme**  
**A PLUHERLIN, le 11 avril 2014**

**René DANILET**  
**Maire de PLUHERLIN**

